

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 01/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEPE LUDMILA 3

« Le Buisson Carré »
58200 Pougny

Références : 250346
Code AIOT : 0003300642

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2025 dans l'établissement SEPE LUDMILA 3, implanté au lieu-dit « Le Buisson Carré » - 58200 Pougny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale relative à la biodiversité en éolien.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPE LUDMILA 3
- « Le Buisson Carré » - 58200 Pougny
- Code AIOT : 0003300642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'autorisation d'exploiter le parc éolien de Pougny a été délivrée en août 2015 à la société LUDMILA pour 12 aérogénérateurs ENERCON de type E-92. L'installation a fait l'objet en novembre 2016, à la fois d'un changement d'exploitant et d'une modification du type de machines. L'exploitation du parc éolien est à présent partagée entre les sociétés LUDMILA (5 éoliennes), LUDMILA 2 (5 éoliennes) et LUDMILA 3 (2 éoliennes). Les aérogénérateurs installés ont été construits par la société ENERCON, ils sont de type E-103 avec un rotor et une hauteur totale légèrement plus grands, mais une estimation de production supérieure de 10 % par rapport au modèle initialement prévu.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Dépôt légal de données de biodiversité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Transmission du suivi environnemental à l'inspection	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3-II	Sans objet
4	Capture ou enlèvement d'espèces vivantes ou mortes	Code de l'environnement du 02/07/2025, article L. 411-1	Sans objet
5	Déclarer des accidents ou incidents	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	Sans objet
6	Transmission d'un rapport d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats lors de la présente inspection ont notamment montré que l'exploitant :

- a réalisé un suivi environnemental en 2019 selon le protocole reconnu par le Ministère de la Transition écologique. Des cas de mortalité d'oiseaux et de chauve-souris ont été identifiés, toutefois les mortalités de l'avifaune et des chiroptères sont évaluées comme faibles dans le cadre de ce suivi qui conclut par ailleurs qu'aucune mesure de réduction d'impact n'est à envisager.
- a mis en place une procédure en cas de découverte de cadavre d'une espèce protégée, ainsi qu'en cas d'incident (mortalité d'une espèce menacée et/ou d'une mortalité importante / massive d'une même espèce protégée).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Actions régionales, Réalisation du suivi environnemental

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Lorsqu'un protocole de suivi environnemental est reconnu par le ministre chargé des installations classées, le suivi mis en place par l'exploitant est conforme à ce protocole.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation a été autorisée le 18/11/2016. Elle a été mise en service le 29/12/2017. Le suivi environnemental a été réalisé du 18/04/2019 au 05/10/2019. Le rapport date de janvier 2020. Ce suivi environnemental a été réalisé au regard du protocole de suivi environnemental de mars 2018 (reconnu par décision du 05/04/2018 du Ministère de la Transition écologique et solidaire). Il a débuté dans les 2 ans suivant la mise en service de l'installation. Celui-ci présente une caractérisation de la mortalité des espèces. Il conclut qu'aucune mesure de réduction d'impact n'est à envisager et donne les informations suivantes :</p> <p>- En ce qui concerne l'avifaune :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la mortalité brute est faible (3 cadavres) ; • sur le parc de Pougny, les passereaux apparaissent être le groupe le plus impacté ; • la mortalité de l'avifaune est concentrée sur la période de reproduction ; • aucune cause de mortalité ne semble être récurrente sur le parc de Pougny ; • aucune mesure spécifique de réduction de la mortalité n'est à envisager. <p>- En ce qui concerne les chiroptères :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 cadavre de chiroptère a été retrouvé et il s'agit d'une Pipistrelle commune ; • la mortalité estimée des chiroptères sur le parc de Pougny, en cadavres par éolienne par an, est considérée comme très faible ; • aucune mesure spécifique de réduction de la mortalité n'est à envisager.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Dépôt légal de données de biodiversité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Transmission / mise à disposition du suivi environnemental</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Protocole (2018) chapitre 8.1</i></p> <p>Ces données seront transmises par l'exploitant au MNHN, selon des modalités définies ultérieurement. La boîte de courrier électronique biodiversite@mnhn.fr constitue dès à présent un canal d'échange entre exploitants et bénéficiaires des données</p> <p><i>Arrêté ministériel du 26/08/2011, en vigueur au 01/07/2020</i></p> <p>Article 12[...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées [...] dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.</p>

<p>Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées [...]</p> <p>Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les données brutes collectées, issues du suivi réalisé selon le protocole de 2018, ont été versées sur la plateforme DEPOBIO. L'exploitant a transmis le certificat de dépôt du 20/09/2021 et transmises au Muséum d'Histoire Naturel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Transmission du suivi environnemental à l'inspection

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3-II</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Transmission / mise à disposition du suivi environnemental</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, [...] les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite au suivi environnemental réalisé du 18/04/2019 au 05/11/2019, le rapport a été adressé à l'inspection en janvier 2020, délai inférieur à 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Capture ou enlèvement d'espèces vivantes ou mortes

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/07/2025, article L. 411-1</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Capture ou enlèvement d'espèces vivantes ou mortes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier, le rôle essentiel dans l'écosystème ou les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits :</p> <p>1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure qui précise les démarches à suivre lorsqu'un cadavre d'une</p>

espèce protégée est découvert.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclarer des accidents ou incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions régionales, Déclarer des accidents ou incidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une fiche de notification fournie par France Renouvelables : Déclaration d'incident faune volante. Celle-ci est utilisée en cas de découverte de mortalité d'une espèce menacée, ou en cas de mortalité importante (ou récurrente) d'une espèce protégée. Elle correspond à celle mise à disposition par le Bureau de l'analyse des risques et pollutions industriels (BARPI) sur son site internet (https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/).</p> <p>Une découverte de cadavre a été faite sur ce parc, le 23 novembre 2022, découverte aléatoire lors d'une visite de maintenance de l'éolienne 8 (1030012).</p> <p>Le cadavre était celui d'un Faucon Crécerelle, dans la catégorie oiseaux nicheurs, classé NT : Quasi menacé = espèce proche du seuil des espèces menacées ou qui pourraient être menacées si des mesures de conservation spécifiques n'étaient pas prises.</p> <p>Au regard de la notice de la fiche de notification pour la déclaration d'incident faune volante mise à disposition par le BARPI, il est attendu une information de la DREAL pour la découverte d'une espèce et/ou en cas de mortalité importante / massive d'une même espèce protégée. Le statut "quasi menacé" du Faucon crécelle n'entre pas dans ces critères.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre interne de suivi de la mortalité (toutes espèces).</p> <p>Les photos sont envoyées à l'entreprise en charge du suivi environnemental du parc.</p> <p>Elle prévoit également une analyse de l'évènement, mesures et actions correctives proposées par l'exploitant, ainsi que les enseignements tirés et améliorations réalisées ou envisagées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Transmission d'un rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions régionales, Transmission d'un rapport d'accident
Prescription contrôlée :

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

La fiche de notification France Renouvelables prévoit une analyse de l'évènement, des mesures et actions correctives proposées par l'exploitant, ainsi que les enseignements tirés et améliorations réalisées ou envisagées. L'exploitant a consigné la découverte du cadavre de Faucon crécelle dans le registre de mortalité.

L'exploitant indique qu'aucun rapport n'a été réalisé car il ne s'agissait pas d'une espèce menacée, mais d'une espèce quasi menacée ; la déclaration étant uniquement soumise à une mortalité massive. Toutefois, l'évènement a été consigné sur le registre.

Type de suites proposées : Sans suite